



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Sécurité ou souveraineté? Qui a ouvert la boîte de Pandore?

Un petit rétropédalage en août 2008 nous ramène à une séance mémorable entre Uniterre et l'Union Suisse des Paysans à propos du projet d'Uniterre de lancer une initiative populaire sur la souveraineté alimentaire. A cette époque, l'USP avait tout fait pour nous décourager, arguant que nous allions ouvrir la boîte de pandore en touchant à l'article constitutionnel sur l'agriculture (ce que nous n'avions d'ailleurs aucunement envisagé puisque nous voulions faire un article 104a). En ce temps, ils nous avaient dit vouloir suivre la piste d'une initiative parlementaire sur la souveraineté alimentaire. Nous avons fait la grave erreur de mettre en veilleuse notre initiative populaire et de les laisser avancer sur le plan parlementaire. Le résultat a été un article complètement inutile dans la loi sur l'agriculture car passé au travers de négociations partisans au sein du Parlement sur lesquelles nous n'avions aucune prise. Notre texte déjà avancé en 2008, ne leur plaisait pas sur trois aspects: augmenter le nombre de paysans par une agriculture rémunératrice, améliorer les conditions de travail des employé-e-s et mettre fin aux subventions à l'exportation. Autant vous dire qu'en 2015, ils n'ont pas modifié leur point de vue sur ces points.

En août 2013, après un travail fait en catimini sans bien sûr approcher Uniterre, ils annoncent en grande pompe lancer leur propre initiative populaire sur la «sécurité alimentaire». Un peu gros de leur part d'oser déclarer ce mois de janvier dans les colonnes de «Terre et Nature» qu'Uniterre

a suivi le mouvement de l'USP en lançant son initiative...

L'ironie de cette histoire c'est que c'est bien l'Union Suisse des Paysans qui a ouvert la boîte de pandore. En choisissant de se limiter à la sécurité alimentaire, elle a permis à la Confédération de rédiger un contre-projet qui ouvre grand les portes aux importations et aux accords de libre-échange. En effet, comme le dit très justement le Conseil fédéral, la sécurité alimentaire c'est la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation de la nourriture et la stabilité dans le temps de ces trois facteurs. Il ajoute que «l'article 104 de la Constitution fédérale prévoit une contribution à la production indigène à des fins de sécurité de l'approvisionnement. Par contre la Constitution ne fait aucune mention des importations nécessaires à la sécurité alimentaire». Ainsi, ni une ni deux, le contre-projet est un article 102a qui, dans sa lettre d, affirme la nécessité de favoriser «l'accès aux marchés agricoles internationaux». Résultat, la Constitution pourrait se voir affublée d'un article pronant le libre-échange! En effet, dans son argumentaire, le Conseil fédéral affirme que «ce sont des accords de libre-échange multilatéraux et bilatéraux qui permettent l'accès aux marchés internationaux». Chapeau! Cela ne nous suffisait pas d'avoir un Conseiller fédéral de l'économie fanatique du libre-échange, nous passons la vitesse supérieure et nous l'inscrivons dans la Constitution. Comme auto-goal pour l'agriculture ... qui dit mieux!

Chères familles paysannes, chers sym-



pathisant-e-s, chers citoyen-ne-s, au vu de la tournure des événements, il n'y a pas une seconde à perdre: il faut mettre la pression sur le Conseil fédéral en signant massivement l'initiative d'Uniterre qui-entre autres-exige une protection à la frontière pour maintenir et développer l'agriculture locale, revendique des prix et des salaires équitables, oblige à une régulation de la production pour éviter les surplus structurels et pouvoir ainsi se passer des subventions à l'exportation tout en maintenant des prix justes.

Si l'initiative de l'USP n'était pas négative en soi, bien qu'elle n'apportait pas grand chose tout en permettant au mieux de «gérer l'acquis», l'effet qu'elle provoque par le contre-projet est plus que nocif pour l'agriculture. On ne rigole plus. C'est l'avenir d'une paysannerie et de produits locaux qui est en jeu maintenant!



Sécurité alimentaire

Contre projet du CF

Page 2



Initiatives

Contre le libre échange

Pages 4- 5



Exposition-débats

Terre et liberté

Page 6



Livre

Les déshérités

Page 8

INITIATIVE

# Compétitivité quand tu nous tiens!

**Le Conseil fédéral a publié son contre-projet à l'initiative de l'Union Suisse des Paysans. Au delà des aspects perniciose liés à sa volonté de favoriser l'accès aux marchés internationaux (voir édito), nous souhaitons également analyser les conséquences qui découleraient de la lettre c «favoriser une agriculture et un secteur agroalimentaire compétitifs».**



Nous nous méfions du terme «compétitif», car il permet toutes les dérives. En son nom, le Conseil fédéral pourrait faire des choix très discutables pour l'agriculture. Comme définition nous trouvons par exemple dans le Larousse: «compétitif: qui offre ses produits à un prix tel qu'ils peuvent faire concurrence aux autres produits similaires sur le marché». Il y a de quoi s'inquiéter dans la tendance actuelle de notre économie.

Dans son argumentation, le Conseil fédéral affirme que «les entreprises de la filière doivent réaliser d'excellentes ventes sur le marché pour générer une valeur ajoutée. Pour ce faire il convient de recourir aux possibilités de différenciation des produits par la qualité et de réduction des coûts pour renforcer considérablement la compétitivité de l'agriculture et de la filière agro-alimentaire, une démarche décisive dans un contexte de protection douanière des produits agricoles et dans la perspectives d'un rapprochement accru des marchés».

Si nous analysons ces quelques phrases nous voyons poindre une politique fiction qui ira droit dans le mur. L'agriculture suisse génère de la valeur ajoutée; mais pour l'heure elle est essentiellement captée par le secteur aval de l'agriculture. Car notre marché est en

situation d'oligopole ou deux acteurs, Coop et Migros, commercialisent -et transforment en partie- 80% des produits agricoles suisses. Cette inégalité des forces dans les négociations entre les différents acteurs du marché est observée sans réaction de la part de l'Etat. Pire, la Commission de la concurrence (Comco) passe son temps à donner son blanc-seing à tous nouveaux rachats d'enseignes par les géants orange du commerce du détail suisse. Ainsi, si nous voulons espérer une répartition équitable de la valeur ajoutée à chaque maillon de la chaîne -des travailleurs de la terre aux consommateurs finaux- il faut un recadrage du marché par l'Etat. Car «la force de la communauté se mesure au bien être du plus faible» (cf Préambule de la Constitution suisse et non essai économique de Karl Marx...). En ce qui concerne la différenciation des produits par la qualité, nous osons affirmer que l'agriculture suisse a fait des efforts considérables dans ce domaine. Pensons aux vins suisses (d'ailleurs largement concurrencés par des importations toujours plus massives), aux fromages, aux céréales écologiques etc. Mais cette différenciation doit être accompagnée et réellement soutenue par les collectivités publiques. Or, si nous prenons pour exemple certaines tentatives de différenciation par le marché,

couplées à une captation de la valeur ajoutée pour les premiers maillons de la chaîne (petits abattoirs, fromageries paysannes, moulins), il n'est pas rare que de nouvelles normes ou réglementations mettent en péril l'essor de ces projets novateurs en main des paysans. Car ils pourraient être une menace à terme pour la vague orange? C'est ce que vivent déjà nos collègues paysans européens où les normes pour la transformation artisanale des produits sont bien trop souvent calquées sur les besoins/exigences des processus industriels.

Quant à la réduction des coûts, hormis que cet objectif soit au programme des réformes agricoles depuis 20 ans et qu'il n'a jamais été atteint, nous osons sourire au vu de la récente évolution du franc suisse par rapport à l'euro. Veillons-nous des miroirs aux alouettes! Nous vivons dans des conditions cadres qui ne sont pas comparables à celles de nos collègues européens et il faut l'accepter. Vouloir atteindre des coûts et des prix similaires, c'est se leurrer. Nos coûts reflètent le niveau de vie suisse, il ne peut en être autrement.

Enfin, plus loin, le Conseil fédéral ose écrire que pour parvenir à cette compétitivité il faut «avoir une charge administrative aussi faible que possible pour les exploitations». Après l'effet PA 2014-17, nous osons parler de mauvaise blague. Ainsi, ces «belles paroles» du Conseil fédéral n'ont rien de séduisant. Le contre-projet tel que proposé doit être rejeté purement et simplement. Uniterre prendra part à la consultation à ce sujet. Mais nous affirmons qu'au vu du peu de cas que les autorités ont fait des consultations passées, le meilleur moyen de pression pour jeter ce contre-projet aux oubliettes est de signer et faire signer massivement l'initiative «Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous». Nous subissons aujourd'hui déjà les effets négatifs d'une tournure de phrase si peu innocente de l'article 104 actuel de la Constitution «La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement...». Il aurait suffi de citer le développement durable qui, dans sa définition originale, appelle à un équilibre savant entre écologie, social et économie. Mais non, il a fallu rajouter «les exigences du marché» pour contenter certaines forces et acteurs politiques. Le résultat est celui-ci: depuis 1996, date de l'entrée en vigueur de l'article constitutionnel,

plus de 24'000 exploitations agricoles (-30%) et 60'000 emplois (-27.5%) ont disparu dans l'agriculture en Suisse. Coop et Migros vivent eux des jours heureux. Quant aux petits transformateurs locaux, ils se sont fait bouffer. Seuls certains renaissent de leurs cendres dans les régions où les collectivités publiques se donnent les moyens d'une économie locale.

Valentina Hemmeler Maïga

**Metrabol**

Bolus après-vélagé  
Nettoyage et tonus

**Taritral**

TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**

Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

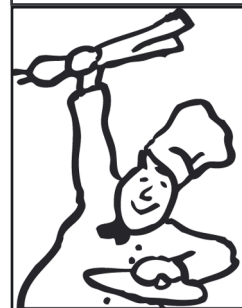
**SEMAINE DU GOÛT**  
**17-27 SEPTEMBRE**  
**2015**

Renseignez-vous auprès  
d'Uniterre pour bénéficier d'une  
inscription gratuite!

La Semaine du Goût est une  
excellente occasion de rencontrer  
des citoyen-ne-s, des voisins et de  
discuter ensemble de la nourriture  
que nous souhaitons proposer,  
partager, déguster.

Si vous souhaitez organiser un  
événement sur votre ferme, avec  
un restaurateur de votre village,  
avec d'autres collègues, n'hésitez  
à nous contacter.

**Uniterre, partenaire  
de la Semaine du Goût**



**SEMAINE DU GOÛT**

LAIT

# Privée de quotas et d'instruments de gestion de crise efficaces - l'UE peut-elle se permettre un effondrement du marché laitier?

La menace d'un tsunami laitier plane à nouveau: l'offre dépasse de loin la demande sur le marché du lait en Europe. Durant la seule année 2014, la production laitière a progressé d'environ 7,5 millions de tonnes par rapport à l'année précédente. Les conséquences de cet excédent revêtent un caractère dramatique pour les producteurs. Partout en Europe, les prix du lait dévissent. En Belgique, aux Pays-Bas, en Irlande et en France, les prix ont dégringolé sous la barre des 30 centimes en ce début d'année. Il est devenu impossible pour les producteurs de mener une activité rémunératrice.

«Cette situation remet, de plus en plus, en question la viabilité de nombreux élevages», avertit le président du European Milk Board (EMB), Romuald Schaber. Ainsi, selon lui, de nombreux producteurs rencontrent des difficultés croissantes à régler leurs factures. «Nous sommes déjà embourbés dans une nouvelle crise sur le marché du lait», ajoute Sieta van Keimpema, la vice-présidente néerlandaise de l'EMB. «Et aucune amélioration n'est actuellement en vue». Au contraire, lorsqu'au 1<sup>er</sup> avril, le dernier mécanisme de régulation des volumes, à savoir les quotas laitiers,

sera aboli, la situation sur les marchés continuera à se dégrader.

## Instrument de gestion: Programme de responsabilisation

L'EMB enjoint, dès lors, les élus à passer à l'action. «Nous exigeons une baisse immédiate de la production laitière partout en UE. La production doit être bridée de deux à trois pourcents afin de réaligner l'offre sur la demande», déclare Romuald Schaber, qui précise qu'en outre, la présente conjoncture démontre que les instruments actuels tels que l'intervention et la constitution de stocks privés s'avèrent totalement inadaptés à la gestion de crises graves comme celle vécue aujourd'hui. Par ailleurs, en temps de crise, il conviendrait d'être cohérent et d'activer la protection périphérique de l'Union européenne afin que les efforts déployés par les producteurs de lait en UE en vue d'un ajustement du marché ne soient pas contrecarrés par des importations à bas prix.

«Il est grand temps que le programme de responsabilisation face au marché (PRM) développé par l'EMB soit mis en œuvre», réclame Romuald Schaber.



Romuald Schaber, à droite et Seita van Keimpema, au centre.

Ce programme prévoit des mesures incitatives efficaces permettant aux producteurs de lait de pouvoir ajuster leurs volumes de production au marché. En outre, il contribue également à prévenir la survenance d'une crise. «Si un instrument complémentaire comme le PRM avait déjà été mis en place, nous ne serions pas confrontés à cette spectaculaire chute des prix», souligne

Romuald Schaber.

«En 2015, l'EMB continuera de se battre pour l'obtention d'un juste prix du lait. La production laitière en Europe ne peut être pérennisée que si les coûts de production peuvent être couverts à long terme», conclut Paul de Montvalon, membre français du conseil d'administration de l'EMB.

EMB

## La fin du cours plancher ne justifiera aucune baisse des prix aux producteurs



Jeudi 15 janvier, la Banque nationale suisse prenait de cours tout le monde en annonçant abolir le cours plancher de 1.20 franc suisse pour un euro. Ainsi, la bourse suisse dévise et les produits d'exportations renchérissent alors que ceux d'importations deviennent encore plus «concurrentiels».

Pour l'agriculture suisse, cette décision de la Banque nationale suisse comporte

des risques considérables si les acteurs de la filière agro-alimentaire saisissent cette occasion pour faire pression sur les prix agricoles. Comportement qui serait totalement déplacé sachant que les produits agricoles et alimentaires suisses exportés le sont dans un segment à haute valeur ajoutée. Ainsi, les consommateurs de ces produits ne sont pas ceux qui réagiront fortement à un changement de prix. Il s'agit ainsi de prendre ses responsabilités et de garder la tête froide.

Il en est autrement pour les importations des produits agricoles alimentaires qui arriveront à bien meilleur marché sur nos étagères. Sans protection à la frontière ces produits induiront une concurrence accrue pour les produits indigènes. Prenons l'exemple des céréales panifiables dont l'Office fédéral de l'agriculture souhaite augmenter les quantités à importer (avec l'accord de Swissgranum) pour 2015. Une augmen-

tation des contingents tarifaires couplée à une baisse du prix du produit importé ne pourront être que dévastatrices pour un secteur déjà largement en crise. Au vu de la gestion catastrophique des quantités produites dans le secteur laitier depuis plusieurs années (qui provoquent la disparition de plus de 1'000 fermes laitières par an), le changement de cours entre nos deux monnaies est une menace supplémentaire sur les prix à la production. A cela s'ajoute les évolutions négatives à venir dans le secteur laitier européen: surproduction déjà effective et fin des quotas de production prévue pour mars 2015. Si le Conseil fédéral devait s'aventurer à poursuivre sur la voie d'une libéralisation de la ligne blanche, cela ne pourrait être qu'un arrêt de mort prononcé pour les exploitations laitières suisses.

Voici pourquoi, via notre initiative populaire, nous œuvrons pour la mise en place d'une politique agricole basée

sur la souveraineté alimentaire: le droit de se protéger à la frontière, la nécessité de gérer les quantités produites pour éviter des surplus coûteux et inutiles, le devoir de renoncer aux subventions à l'exportation tout en mettant en place avec l'appui de l'Etat, un dialogue constructif entre les différents acteurs de la filière pour qu'elle devienne véritablement équitable pour tous, à chaque échelon et non seulement pour les intermédiaires.

A n'en pas douter, si nous souhaitons voir le «Swissness» fructifier en Suisse pour le bien de la filière alimentaire et des consommateurs, cela ne sera possible que si les acteurs en aval de la production (transformateurs et grands distributeurs) sont en mesure de s'approvisionner en produits locaux. A eux de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis et à se positionner en véritables partenaires des paysan-ne-s.

Uniterre

INTERNATIONAL

# 50'000 personnes exigent la fin de l'élevage industriel, du génie génétique et du TTIP

Le 17 janvier dernier, pour la cinquième année consécutive, des paysans, des consommateurs et des citoyens sont descendus en nombre dans les rues de Berlin pour exiger une nouvelle politique agricole. Cette large coalition exige du gouvernement fédéral un refus clair des accords de libre-échange négociés entre l'Union européenne et les USA. Elle demande une protection légale efficace de l'agriculture et des denrées alimentaires contre le génie génétique et l'arrêt immédiat de fermes-usines. Un convoi de plus de 90 tracteurs a ouvert le cortège à 50'000 manifestants déterminés.



Bild: «Good food good farming»

La coalition «y en a marre!» a déjà atteint plusieurs objectifs ces dernières années: l'accord TTIP est sur toute les lèvres et 97% des européens rejettent le fait que les entreprises pourraient avoir plus de pouvoir. Des initiatives citoyennes, avec l'aide de la nouvelle loi sur les constructions a permis d'empêcher la construction de plus de 100 fermes-usines. Le génie génétique n'a pas pu prendre racine sur nos terres grâce à l'engagement d'un mouvement large. Mais ce ne sont que les prémisses d'un changement agricole urgent et indispensable pour une agriculture porteuse d'avenir, en main paysanne et respectueuse de la société.

L'accord UE-USA (TTIP) ne bénéficie qu'aux entreprises actives au niveau global et va menacer l'existence de nombreuses exploitations paysannes ici en Allemagne comme sur le plan mondial. Parallèlement, la réduction des standards va péjorer la qualité de la nourriture selon **Fritz Jochen, porte parole de la coalition** «y en a marre». Car selon lui, cela signifie «plus de génie génétique dans les mangeoires et de la viande aux hormones cachée derrière les portes des étables. C'est pourquoi nous exigeons de la Chancelière Angela Merkel, et de son ministre de l'économie Sigmar Gabriel, qu'ils stoppent toute négociation».

La politique agricole a été vertement critiquée par les intervenants à la manifestation. Selon eux, elle aurait contribué depuis 2'000 à ce que les 3/4 des producteurs de porcs aient fait faillite pendant que des sociétés actives dans le commerce de la viande reprenaient les élevages. Bien que le taux d'autoapprovisionnement en porcs avoisine les

120% en Allemagne, des constructions de méga porcheries ont été autorisées. «La stratégie de continuer à croître la production, ce qui engendre des exportations sur le marché mondial à prix de dumping a clairement échoué. L'agriculture allemande a besoin d'un avenir au delà des fabriques d'animaux et des méga-abattoirs» ajoute Fritz Jochen. «Si l'Etat fédéral n'agit pas maintenant, le système agroindustriel sera cimenté et ne pourra plus être modifié. L'avenir est dans la souveraineté alimentaire, basée sur des marchés régionaux». D'autres intervenants se sont succédés sur l'estrade. **Georg Jansen, secrétaire fédéral de AbL** déclarait: «Les prix aux producteurs de 1.30 par kilo de porc et de 28 cent pour le lait menacent l'existence de nombreuses exploitations paysannes. Malgré cela, notre gouvernement continue de claironner «croître ou disparaître». Il met la priorité sur les exportations et sert ainsi les seuls intérêts de l'agro-industrie friande de matières premières bon marché. Nous exigeons de nos autorités qu'elles mettent en place des conditions cadre pour des prix équitables et pour le développement d'une petite et moyenne agriculture. Pour ce faire nous allons poursuivre la création d'alliances avec la société civile». **Christoph Bautz, directeur de Campact** affirmait de son côté: «Si Monsanto, Bayer et Cie arrivent à lever l'interdiction des OGM, cela provoquera une réaction forte de la population. La mise en place de tribunaux d'arbitrage privés devant lesquels les sociétés transnationales pourront porter plainte contre les Etats sont une attaque claire contre les droits des consommateurs et l'Etat de droit. Mais

une journée comme celle-ci démontre que nous sommes en mesure de créer un mouvement citoyen puissant contre ces accords de libre échange». Quant à **Hubert Weiger, membre du comité de la coordination allemande Protection de la Nature et environnement**, il fait remarquer: «Les manifestations contre la politique agricole actuelle commencent à porter leurs fruits. Grâce à 250 initiatives citoyennes, plus de 100 méga étables n'ont pas pu voir le jour. Enfin, des étables respectueuses des espèces animales sont soutenues de manière spécifique et le ministre de l'agriculture Schmidt a annoncé qu'il agirait contre l'utilisation trop massive d'antibiotiques dans les élevages. Les sociétés actives dans le commerce de la viande et les grands distributeurs continuent encore de profiter du fait que l'agro-industrie reporte ses coûts de production sur l'ensemble de la société. Mais parallèlement, les consommateurs sont de plus en plus conscients sur les risques et effets secondaires de l'agriculture industrielle. Les produits agricoles issus de l'agriculture paysanne et des exploitations de taille moyenne doivent enfin être protégées contre la concurrence inéquitable et doivent obtenir plus de reconnaissance». Pour évoquer la situation internationale, c'est **Elisabeth Mpofo, coordinatrice de La Via Campesina** qui a pris la parole: «Nous les petits paysans nous avons besoin d'une protection contre l'industrialisation de l'agriculture et des systèmes alimentaires qui est pour l'heure encouragée par les multinationales, mais aussi par les politiques, au

nom du progrès et de la croissance. Un des nombreux exemples qui menacent les petits paysans vient de la «New Alliance for Food Security and Nutrition» du G7. Ces initiatives promeuvent ce que nous ne voulons pas. Ni en Europe, ni en Afrique. Ce que nous promouvons c'est un changement global de notre alimentation en direction de la souveraineté alimentaire et de l'agro-écologie». Les ONG étaient également présentes et c'est **Stig Tanzmann expert agricole de Pain pour le Monde** qui s'est exprimé: «La politique au niveau allemand, européen et global doit enfin créer les bases qui permettent aux paysannes et paysans qui fournissent de la nourriture à la population mondiale d'être rémunérés correctement pour le dur labeur qu'ils effectuent et qu'ils puissent ainsi assurer leur avenir. Pour nous cela signifie un changement radical et renoncer à toujours plus d'exportations et au dogme du «croître ou disparaître». Les producteurs de nourriture ne doivent plus être mis en concurrence par les multinationales qui n'ont pour objectif que d'augmenter leurs profits». Pour clore les interventions, c'est une **jeune paysanne bio, Sabine Obermeier** qui a pris le micro: «Personne ne peut prédire les effets des OGM sur les écosystèmes, même après plusieurs années de recherche. Le génie génétique est ainsi un risque non maîtrisé. L'avenir de l'agriculture ne peut se situer dans une production qui se ferait sur le dos de la diversité génétique. La biodiversité peut donner un avenir à nos fermes: la biodiversité et l'indépendance dans le choix des semences sont des clés du succès».



Bild: «Good food good farming»

INITIATIVE : JOURNÉE NATIONALE DE RÉCOLTE LE 17 JANVIER

# Ensemble contre le libre-échange et pour la souveraineté alimentaire!

Le samedi 17 janvier 2015, une immense manifestation a eu lieu à Berlin sous la bannière „y en a marre!“. Elle dénonçait les accords de libre échange TTIP et TISA, le génie génétique et les fermes-usines. Elle revendiquait une agriculture paysanne et écologique (voir page 4). Afin de nous solidariser avec cette action et profiter de faire connaître l'initiative souveraineté alimentaire à la population suisse, nous avons organisé une journée nationale d'action dans différentes villes. Des stands de récoltes de signatures ont été montés à Genève, Lausanne, Yverdon, Neuchâtel, Bienne, Berne, Bâle, Laufon, et Zurich.



Il a plu, plu, et neigé... En raison du froid, il y avait peu de monde dans les rues et nombre d'entre eux n'avaient qu'une idée en tête: se mettre le plus rapidement possible à l'abri. Malgré tout, cette action commune était importante. Il était nécessaire d'être là et d'affirmer haut et fort:

**le libre-échange doit sortir de l'agriculture!**

Les nouveaux méga accords de libre-échange tels que TISA, TTIP, CETA touchent tous les secteurs de la vie – l'alimentation, l'agriculture, la santé, l'eau, l'électricité... mêmes les lois doivent être adaptées au niveau transatlantique. Tout doit être libéralisé et privatisé. Une alimentation saine, et donc une bonne santé se base sur une agriculture paysanne écologique qui n'est pas soumise à la folie de la croissance.

La concentration du pouvoir entre les mains des multinationales a pris des dimensions indescriptibles et ne sera que renforcée par la signature de tels accords de libre-échange.



A Zurich, il y avait un beau mélange de jeunes et de vieux. L'association „Bio pour tous“ (<http://www.bio fuer jede.ch/>) a mis à disposition l'infrastructure: tels que les micros, les amplis et les possibilités de cuisiner. Il y avait des discours, de la musique, des légumes bio, un morceau de rap de ZUB ([zubkultur.ch](http://zubkultur.ch)). En somme, une très belle ambiance. Nous n'avons pas récolté des masses de signatures mais nous avons pu confirmer qu'il y a beaucoup de gens qui s'intéressent à ce sujet et sont prêts à s'engager. Et c'est ce qui était le plus important. La prochaine fois, nous serons sûrement plus de monde et peut-être que le soleil sera cette fois de notre côté. Un grand

merci à toutes celles et ceux qui ont aidé à la réussite de cette journée.

*Ulrike Minkner et Mathias Stalder*

## PROCHAINE JOURNÉE NATIONALE DE RÉCOLTE!

La prochaine journée nationale de récolte de signatures aura lieu

**le samedi 14 février**

Informez-nous rapidement si vous souhaitez faire un stand dans votre commune ou votre ville et n'hésitez pas à réclamer du matériel pour la campagne!

Contacts:  
info@souverainete-alimentaire.ch,  
021 601 74 67 (français/allemand)

ou pour la région alémanique  
Mathias Stalder,  
m.stalder@uniterre.ch,  
Tel. 076 409 72 06 (allemand)



## INITIATIVE

Afin de faire le point à la mi-mars sur l'avancée de la récolte, nous avons d'ores et déjà prévu une journée de validation des signatures reçues dans les bureaux de Lausanne (tri par commune, courrier, et envoi).

**Pour ce faire nous avons absolument besoin que vous renvoyez les signatures déjà récoltées à:**

Initiative souveraineté alimentaire

Case postale 925

1001 Lausanne

**Au plus tard pour le 28 février 2015**



L'AGRICULTURE NOUS CONCERNE TOUTES ET TOUS

# Terre et liberté, quelles alternatives écologiques au productivisme?



C'est autour de cet appel qu'Espace Noir et Uniterre ont organisé un événement d'une durée de trois jours. L'écho était énorme. Nous n'avions pas prévu un afflux aussi massif et, par moments, les visiteurs étaient vraiment très serrés. Tant mieux!

Le vendredi soir était entièrement dédié à l'initiative pour la souveraineté alimentaire, lancée par Uniterre et La Via Campesina. Philippe Reichenbach a inauguré le vernissage «luttons paysannes» avec des photos d'Uniterre en narrant ses propres expériences lors de la grève du lait et d'autres actions. Ensuite, Rudi Berli a présenté l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Pour clore la partie officielle, nous avons projeté un film d'une vingtaine de minutes de La Via Campesina concernant la souveraineté alimentaire.

Plus tard, il y avait un souper composé par des paysannes et des paysans de la région. Un potage aux légumes (provenant de plusieurs fermes) avec des pains fabriqués à partir de céréales de la région (moulu dans le Moulin Vert à Renan), du fromage et de la viande séchée. Je profite de cette occasion pour remercier tous ceux et celles qui

ont contribué à ce magnifique repas.

Les thèmes de la deuxième journée étaient la permaculture et quelques initiatives régionales, plusieurs coopératives, les semences et encore plein d'autres sujets. Là encore, nous avons rencontré un vif intérêt. Un film de Nils Aguilar „cultures en transition“ était projeté pour encourager les initiatives locales. Enfin, le dimanche, les visiteuses et visiteurs ont pu découvrir les possibilités du recyclage: il y avait un petit marché de troc et un atelier sur la permaculture.

Les trois journées étaient encadrées par un programme musical et cinématographique, de nombreux débats et repas sains pour tout le monde.

**Avec l'initiative pour la souveraineté alimentaire, les paysannes et paysans d'Uniterre** ont choisi une voie qui nous amène au milieu de la population et, comme à l'Espace Noir, au milieu de la foule. Nous sommes accueillis à bras ouverts, car les gens s'intéressent à la nourriture. D'où est-ce qu'elle vient? Où trouver des alternatives? Nous sommes toujours tentés de résoudre nos problèmes tout seuls, mais nous n'y arriverons pas, car nous nous trouvons à l'aube de grands bouleversements. Les



accords de libre-échange (TTIP, TISA, l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'UE, ainsi que l'abolition des quotas laitiers dans l'UE) sont probablement les plus grands défis de notre époque. Mais nous ne sommes pas seuls. De plus en plus de personnes comprennent que la souveraineté, qu'il s'agisse de la souveraineté alimentaire, sociale, sanitaire ou éducative, ne doit à aucun prix être sacrifiée au libre marché. À la rencontre des gens et lors d'événements, nos idées trouvent toujours une oreille attentive et des cœurs ouverts.

À Espace Noir, de nombreuses personnes ont signé l'initiative ou l'ont emporté avec eux pour la faire signer par leurs proches. Les différentes thématiques présentées ont montré que la voie constitutionnelle au moyen de l'initiative est une bonne solution pour changer de système à l'échelle fédérale. Une autre voie est celle des décisions individuelles, de la responsabilité personnelle, qui peuvent, à leur tour, mener à des solutions collectives. À mon avis, ces deux voies sont nécessaires pour montrer positivement que la nourriture et l'agriculture ne doivent pas être sa-

crifiées au libre marché et que l'État doit assumer sa responsabilité. Pour surmonter la grande crise qui secoue l'agriculture à l'échelle mondiale et qui a un impact sur notre nourriture, nous devons aller à la rencontre de la population, répondre à ses questions et chercher des solutions ensemble.

Ulrike Minkner

## Une coopérative culturelle libertaire à Saint-Imier...

Espace Noir n'est pas un centre culturel comme les autres. En effet, une de ses caractéristiques est son engagement social et politique affirmé. Cette implication se retrouve dans le mode de fonctionnement adopté par le collectif (l'autogestion) et au travers de choix culturels qui visent à susciter la réflexion plutôt qu'à rechercher le profit. Espace Noir participe aussi à des luttes sociales et contribue à l'organisation de mouvements collectifs. La coopérative a notamment apporté son soutien aux ouvriers de La Boillat «Swissmetal» en grève, mis sur pied une association de chômeurs et organisé des manifestations contre l'extrême droite. Elle se bat contre toutes formes de discrimination, lutte pour la défense des droits humains, l'environnement et la liberté.

Espace Noir pratique aussi la solidarité au quotidien en soutenant les personnes qui en font la demande dans leurs démarches administratives, en les conseillant ou en les orientant vers des organismes pouvant les aider. La coopérative met ses locaux à disposition des féministes, syndicalistes, mouvements de gauche, anti-autoritaires, antifascistes, anticapitalistes, etc.

## Commander l'expo photos et organiser des rencontres-débats?

Vous êtes intéressés à présenter l'exposition photos «les luttes paysannes d'Uniterre»?

Nous vous la mettons volontiers à disposition et sommes prêts à collaborer pour organiser avec vous des soirées films et débats autour de l'initiative souveraineté alimentaire.

Contact:  
Valentina Hemmeler Maïga  
v.hemmeler@uniterre.ch  
021 601 74 67



ALLIANCES

# Assemblée mondiale de la FIMARC

L'assemblée mondiale, qui a lieu tous les 4 ans, coïncidait avec les 50 ans de la FIMARC (Fédération Internationale de Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques). Si la cérémonie d'ouverture était à la fête, 50 ans d'activités ce n'est pas rien, force est de constater que la situation des ruraux reste dramatique dans de nombreux pays. L'assemblée se tenait en Allemagne.

Même si c'est un non-sens absolu, nombre de paysans ne mangent toujours pas à leur faim, n'ont même pas toujours accès à l'eau potable pour la consommation familiale, sans parler de l'accès à l'instruction. Trop souvent, les personnes travaillant la terre sont considérées comme des «machines», sans aucune considération pour leur statut d'êtres humains, par des grands propriétaires, des investisseurs, des multinationales, ... Conditions de vie insalubres, produits toxiques, traitements par hélicoptères sur les travailleurs, lorsque cette main d'œuvre bon marché disparaît, elle est tout simplement remplacée par une autre «machine humaine». C'est un droit de vie ou de mort absolu, où l'argent triomphe toujours. En cas de revendication, là aussi les travailleurs de la terre sont en danger de mort. Combien d'entre eux ont disparu tout simplement, sans laisser de trace.

## «Vu de l'Europe, cela nous semble tellement irréel, et pourtant».

Nous avons beaucoup parlé des Droits des paysans mais surtout de la violation de ces droits et des moyens que nous pouvons mettre en place pour empêcher ces violations. La déclaration finale de notre assemblée, reflète nos discussions, nos préoccupations, nos propositions. Vous la trouverez ci-après.

## RÉSOLUTION ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA FIMARC VOLKERSBERG Allemagne

Nous, les mouvements membres de la FIMARC, venant de 33 pays et représentant les communautés rurales, réunis du 15 au 28 mai 2014 à Volkersberg - Allemagne, en ce moment de crise mondiale qui se transforme aujourd'hui en crise généralisée alimentaire, financière et climatique généralisée et, accablant de plus en plus de personnes à la pauvreté et à la souffrance et tout en provoquant une crise morale, nous dénonçons fermement les entreprises multinationales qui envahissent et contrôlent nos vies, notre alimentation et même nos manières de penser. Nous les dénonçons également comme étant les principales responsables de cette crise alors qu'elles favorisent le développement de l'agro-industrie avec la complicité du système financier mondial.

De plus, lorsque les personnes dénoncent la violation de leurs droits, elles courent le risque d'être criminalisées... Ce soi-disant développement promu par la Banque Mondiale et le Fonds

Monétaire International crée un climat de terreur et d'injustice sociale qui dans de nombreux pays conduit à la guerre, aux migrations forcées et au suicide.

Le thème central de notre Assemblée Mondiale était «En ces temps de crise mondiale, ouvrons la voie à un développement alternatif; démocratie, autonomie et dignité pour tous». Par ces objectifs, nous réaffirmons notre volonté de construire une société vivant dans la paix, dans une juste redistribution de la richesse, dans le respect de la création et pour la souveraineté alimentaire. Ceci constitue la base de notre foi, l'espoir que nous voulons partager avec tous, qu'ils soient chrétiens ou d'autres confessions, avec tous les hommes de bonne volonté.

Au cours des trois jours d'immersion en Belgique, France et Allemagne, les délégués ont eu l'opportunité de découvrir différentes expériences principalement liées à l'agriculture familiale durable, mais également au développement des zones rurales. Ils ont vu que la vie des agriculteurs peut être difficile même dans ces pays développés et malgré le haut niveau de mécanisation et le soutien de l'Union Européenne par le biais de la Politique Agricole Commune.

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental. Mais, aujourd'hui, en de nombreux endroits, même dans les pays développés, il est de plus en plus violé à cause du soutien qu'apportent le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale aux politiques néo-libérales.

Pour nous, les mouvements ruraux et paysans, il est inacceptable de voir des denrées alimentaires transformées en carburant ou en biogaz au lieu de servir à l'alimentation humaine. Les entreprises multinationales, à cause de leurs besoins de développement technologique, accaparent de plus en plus de terres à travers le monde. Cet accaparement est une réalité qui est passée sous silence et qui, parfois, bénéficie même de la complicité des gouvernements. Il constitue un scandale aux yeux des communautés rurales et des agriculteurs et nous dénonçons fermement ces pratiques.

Les mouvements de la FIMARC veulent développer un concept de vie dans la dignité, l'autonomie, la paix et la démocratie. Lorsque nous parlons de dignité, nous entendons recevoir un revenu juste pour notre travail, de bonnes conditions de vie permettant à nos familles de vivre dignement, à nos enfants d'étudier et à nos mères de

bénéficier de services sociaux.

Lorsque nous parlons d'autonomie, nous refusons de nous soumettre à la mainmise des entreprises multinationales qui contrôlent nos semences, accaparent nos terres, notre eau, nos minerais et toutes les autres ressources naturelles et qui nous disent ce que nous devons consommer. Lorsque nous parlons de démocratie, cela signifie que nous voulons être les protagonistes des processus de prise de décision, surtout si l'on parle de nos vies, de nos fermes et de nos communautés.

Au cours des quatre dernières années, nos mouvements en FIMARC ont beaucoup travaillé le concept de DÉCROISSANCE, déclarant que MOINS, C'EST PLUS. Nous devons approfondir ce concept et réfléchir sérieusement à des projets alternatifs qui pourront être développés en modèles alternatifs pour une meilleure vie pour tous. Pour des alternatives viables, nous devons développer notre propre créativité, inventer de nouvelles voies et de nouveaux modèles. Le modèle actuel de développement touche à sa fin. Il a consommé presque toutes les ressources naturelles, l'eau et la biodiversité. Nous voulons sortir de la culture consumériste et inventer de nouvelles manières de consommer et de commercialiser. Nous appelons à la sobriété – dans le respect de la nature et de l'environnement.

De nombreux projets menés par des communautés existent déjà comme par exemple l'agriculture familiale, la commercialisation directe, l'agro-écologie, les monnaies locales, les médecines alternatives, la connaissance et l'éducation traditionnelles, les banques de semences... Nous soutenons fortement ce type d'alternatives qui assurent des emplois à un bon nombre de personnes dans le secteur de l'économie solidaire. Il nous paraît juste de concevoir le partage des ressources. Une trop grande majorité de personnes souffre chaque jour tandis qu'un petit nombre bénéficie de sommes colossales. Nous, les mouvements réunis au sein de la FIMARC, voulons redéfinir le terme fraternité dans le sens d'une vie digne pour tous. C'est simplement une question de justice.

La solidarité est le contraire de la compétition. Nous voulons que nos membres, nos communautés et nos mouvements renforcent leurs liens, bâtissent une nouvelle confiance mutuelle et construisent une relation juste également avec nos représentants, que ce soit dans l'église ou au niveau politique. Concrètement, nous devons renforcer

notre solidarité, pas seulement entre agriculteurs, mais également entre agriculteurs et consommateurs et entre les zones rurales et urbaines. Nous devons renforcer nos efforts afin de maintenir la vie dans nos villages et assurer aux habitants et à leurs enfants le bénéfice des mêmes services que dans les villes.

C'est pourquoi nous exigeons:

- une véritable réforme agraire
- l'établissement de règles claires pour la prise de décisions
- la participation de tous les acteurs lorsqu'il s'agit de nouveaux projets
- le soutien des gouvernements en ce qui concerne les droits des Paysans.

Au terme de cette 14<sup>ème</sup> Assemblée de la FIMARC, au moment où nous célébrons notre 50<sup>ème</sup> anniversaire, nous réaffirmons notre engagement de mouvements de laïcs catholiques pour le développement en solidarité avec le monde rural et ses habitants, agriculteurs, pêcheurs, peuples indigènes et tous les secteurs marginalisés de la société. Nous prenons l'engagement de travailler sur le projet de déclaration des Droits des paysans des Nations Unies. Nous prenons l'engagement de travailler dans nos pays respectifs pour l'autonomie, la dignité et la démocratie.

En cette année de notre jubilé, les Nations Unies ont pris la décision de déclarer 2014 année de l'Agriculture Familiale. Nous, FIMARC, nous nous réjouissons de cette décision mais nous sommes ceux qui travailleront à la définition de ce qu'est l'agriculture familiale à partir de nos expériences, nos besoins et notre souhait de justice et de redistribution équitable. Nous demandons à nos partenaires, nos élus, notre église et à d'autres responsables religieux d'en appeler aux autorités internationales afin d'inscrire l'agriculture familiale parmi les objectifs de développement pour le millénaire. En outre, nous appelons fermement nos gouvernements et les autorités ecclésiastiques à soutenir cette déclaration et nous prenons l'engagement de construire une nouvelle société permettant à tous de vivre dans la dignité, l'autonomie, la paix et l'amour.

En Suisse, c'est l'ACAR qui est l'organisation membre de la FIMARC.

L'ACAR comme la FIMARC nous soutiennent dans les dossiers souveraineté alimentaire (notamment en Suisse l'initiative) et sur le projet de déclaration internationale sur les droits des paysans.

LIVRE

# «Quand les déshérités souffrent, les multinationales dansent!»

«Je ne suis pas historien, ni journaliste. Ma licence en théologie, mon ministère de pasteur et, auparavant, ma profession de compositeur typographe ne destinaient pas à l'écriture de ce livre. Le déclic s'est produit quand il m'est apparu que l'acharnement dont sont victimes les paysans et celui dont sont victimes les réfugiés procèdent des mêmes causes, sont le fait des mêmes prédateurs». André Jufer

«En combattant pour la justice, André Jufer analyse les origines des crises économiques en passant au crible les révoltes paysannes anciennes et contemporaines, la traite négrière, la naissance des multinationales et la puissance maléfique des lobbys. Le pasteur vaudois nous administre une piqûre de rappel pour réveiller nos consciences endormies. Le vieux concept de l'exploitation de l'homme par l'homme agit toujours comme un virus increvable».

(Extrait du résumé, Editions de l'Aire).

Uniterre souhaite vous faire part de la parution de ce livre car il a l'intelligence de lier deux «mondes» que nous avons trop tendance à opposer: celui des paysans et celui des migrants. La petite histoire veut que M. André Jufer s'est intéressé à Uniterre en 2009. Lisez les premières lignes de l'introduction de son livre: «Automne 2009 en Suisse romande, des banderoles, fixées sur ces gros rouleaux de paille que façonnent les botteleuses, affichent «Révolte paysanne, pour un prix du lait équitable». Dans les champs, à l'entrée des villages, aux abords immédiats des fermes, partout elles fleurissent. Elles crient la colère, le dépit, quand ce n'est pas le désespoir des paysans. A l'origine de ce mouvement protestataire, une réunion tenue le 14 septembre à Palézieux-Village. Trois cents producteurs ont répondu à l'appel du syndicat Uniterre et décidé, à l'unanimité, de ne plus livrer leur lait aux industriels. Par les actions collectives qu'ils vont conduire tout au long des mois qui suivent et poursuivre en 2010, les producteurs romands s'associent à leurs collègues européens



qui manifestent dans plusieurs pays de l'Union européenne pour un prix du lait équitable».

Touché, il organise avec la «Commission protestante romande Suisses-immigrés» une série de rencontres-discussions autour du thème «Migrants et paysans dans la tourmente - les effets pervers de la mondialisation» à laquelle Uniterre participe. Ce sont les prémisses qui conduisent à son ouvrage.

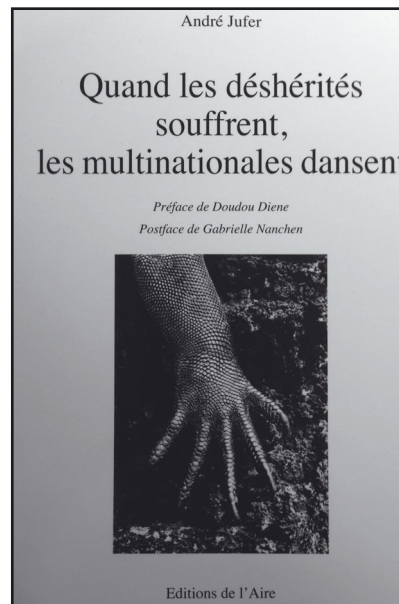
Celui-ci est préfacé par Doudou Diene, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme. A propos du livre il écrit: «Paysans, réfugiés, le compagnonnage surprenant mais éclairant de ces deux figures emblématiques de la marginalité libérale contemporaine reste doublement paradoxal. En les faisant émerger ensemble du silence historique et de l'invisibilité sociale, André Jufer bouscule la doxa ambiante sur les catégories habituelles». Doudou Diene cite un proverbe africain. «Dans la forêt lorsque les branches des arbres se querellent, leurs racines s'embrassent». Il s'en explique: «Les branches, visibles et extérieures expriment la diversité des expressions ethniques, culturelles et spirituelles. Les racines intangibles et invisibles qui s'embrassent symbolisent les valeurs universelles qui fondent l'unité de l'humain. Le défi est donc dans le tronc, la société des Hommes, dans nous qui, par nos choix éthiques, politiques sociaux et économiques, insufflons l'unité des racines dans la diversité des branches, toutes vitales

et liées à l'arbre».

Ces paroles optimistes ne peuvent être qu'encourageantes dans la période plutôt sombre que nous traversons. Ces rencontres entre deux mondes qui, au mieux s'ignorent, sont d'une richesse insoupçonnée. Des événements comme la révolte paysanne ou l'initiative pour la souveraineté alimentaire sont des occasions précieuses de rencontres.

Valentina Hemmeler Maïga

André Jufer, «Quand les déshérités souffrent, les multinationales dansent», Editions de l'Aire, 2014, 369 pages.



## AGENDA

Mardi, 3. Février 2015

L'agriculture nous concerne tous 18h00, Restaurant St. Gervais, ruelle du bas 21, Bienne

Le syndicat Uniterre et l'association d'agriculture contractuelle TerreVision vous invitent chaleureusement à partager une fondue de mélange spécial biologique et régional de Otti's - Prix Fr. 25.- par personne (boissons non comprises)

Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre présentera l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Urs Scheuss, du parti des Verts, présentera l'initiative pour des aliments équitables. Théâtre et musique en accompagnement.

Pour la commande du fromage, votre inscription est nécessaire. [m.stalder@uniterre.ch](mailto:m.stalder@uniterre.ch) 076 409 72 06

14 février 2015

2<sup>ème</sup> journée nationale de récolte de signatures

annoncez-vous:

[info@souverainete-alimentaire.ch](mailto:info@souverainete-alimentaire.ch)

15 février - 15 mars 2015

Action 100 personnes - 100 signatures = 10'000 signatures

[info@souverainete-alimentaire.ch](mailto:info@souverainete-alimentaire.ch)

[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

6 mars 2015, 20h

Hôtel-de-Ville de Vuipens

Conférence de Fernand Cuche: «Souveraineté alimentaire et commerce équitable»

9 mars, 2015, 20h

Salle de Paroisse du Mont-sur-Lausanne

Conférence de Fernand Cuche: «souveraineté alimentaire et commerce équitable»

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) => agenda

## AG UNITERRE

L'Assemblée générale d'Uniterre aura lieu le

27 mars 2015, de 10h à 13h

à Yverdon les Bains

L'ordre du jour sera publié dans le journal de fin février.

Réservez déjà la date!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ?

Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

[www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)



[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

### Responsable du journal:

Valentina Hemmeler Maïga [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

### Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

### Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75, Courriel: [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

### Abonnements et changements d'adresse:

Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.- Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.- CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

### Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:

Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, [lait@uniterre.ch](mailto:lait@uniterre.ch)

### Commission grandes cultures et viande:

Nicolas Bezençon, [gvciande@uniterre.ch](mailto:gvciande@uniterre.ch)

### Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève Tél. 078 707 78 83, [ciu@uniterre.ch](mailto:ciu@uniterre.ch)

### Coordination Européenne Via Campesina:

Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

### Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, [n.bezencon@uniterre.ch](mailto:n.bezencon@uniterre.ch)

### Commission jeunes-accès à la terre:

Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

Président: Charles-Bernard Bolay [charles-bernard@bluewin.ch](mailto:charles-bernard@bluewin.ch)